



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Isabelle GIANIEL, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Olympique d'Antigone - Site d'accueil - Organisation des championnats de France de natation 25m - Convention de mise à disposition du Montpellier Méditerranée Métropole Université Club Natation - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Comme chaque année, depuis sa date d'ouverture en juin 1996, la piscine olympique d'Antigone accueille de grandes manifestations nationales et/ou internationales dans des disciplines aquatiques variées comme la natation sportive, handisport et sport adapté, le water-polo, la natation synchronisée ou encore la nage avec palmes ou le sauvetage aquatique sportif.

Reconnue à l'échelon européen, cet établissement demeure non seulement un haut lieu de compétition et mais aussi un site privilégié de stages d'entraînement pour les plus grands nageurs et nageuses de France et d'Europe.

C'est dans ce contexte que la piscine olympique de Montpellier a été, une nouvelle fois, choisie par la Fédération Française de Natation comme site d'accueil des championnats de France de Natation en bassin 25 mètres 2018.

Ces championnats de France dont les épreuves sont qualificatives pour les championnats du Monde de natation 2019, s'inscrivent dans la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du développement du sport haut niveau.

Toutes les épreuves dames et hommes seront représentées du 50 m au 1500 m du jeudi 15 novembre au dimanche 18 novembre 2018. Les points d'orgue de la compétition seront les 50m et 100 m nage libre ainsi que les relais 4 nages par équipes.

Le club de natation du Montpellier Méditerranée Métropole Université Club (3MUC Natation) a été sollicité par la Fédération pour l'organisation de cette manifestation, en lien avec la Fédération Française de Natation.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club organisateur du 3MUC une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole pendant la manifestation.

Cette convention prévoit la mise à disposition temporaire et exclusive du hall d'accueil, des vestiaires, des sanitaires, des gradins, de la salle de réunion, de la salle de convivialité, des mezzanines, de l'espace pique-nique, de la cuisine, de l'espace anti-dopage ainsi que l'ensemble des bassins et des plages de la piscine.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole le montant des pertes de recettes estimées induites par la fermeture de l'établissement au public soit la somme de 14 500 €.

La convention de mise à disposition sera valable du 13 au 19 novembre 2018 afin de permettre la mise en place et le démontage des matériels nécessaires dans le cadre de l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la mise à disposition des espaces de la piscine olympique d'Antigone du 13 au 19 novembre 2019 au 3MUC Natation ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-61040-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.